

Les oppositions et tensions politiques entre Israël et ses voisins, en particulier palestiniens, demeurent récurrents. Alors que d'un point de vue stratégique, l'eau représentera de plus en plus un enjeu, les besoins en ce domaine du Moyen-Orient seront tels que l'axiome « géopolitique de l'eau au Moyen-Orient : guerre improbable, paix impossible » ne saurait perdurer. Et si Israéliens, Palestiniens et Jordaniens en sauvant la Mer Morte au nom de leurs intérêts communs allaient initier l'élan vers la résolution de leurs différents politiques ?

✘ Auparavant, la notion de « crise de l'eau » ne s'imposait pas autant dans les débats et les congrès qu'aujourd'hui. Ce terme comporte en lui-même des dimensions qui dépassent l'acception humanitaire et sociale. La ressource en eau, considérée comme l'un des principaux éléments de la vie, comporte inévitablement des aspects politique, stratégique, économique et sécuritaire. Elle tend réellement à devenir dans le monde entier la cause directe des futurs conflits d'importance, en particulier dans la zone du Proche-Orient et principalement en Jordanie, en Syrie, en Egypte, en Iraq et en Palestine.

La question de l'eau se pose plus particulièrement sur le plan environnemental avec la mer Morte, dont le niveau baisse d'environ un mètre tous les ans.

Elle est également devenue un facteur de tensions de plus en plus prégnant au sein du Moyen-Orient, comme en font état les études et analyses stratégiques contemporaines.

Nombre d'observateurs, à commencer par l'ex-secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, prédisaient dans les années 1990 que le prochain conflit au Proche-Orient aura pour cause l'eau. Il n'était pas le seul, et beaucoup pensent encore que l'eau peut être source de conflits dans la région. C'est justement dans ce laps de temps de vingt ans que la question de l'eau est devenue « la » question politique par excellence, peut être même bien au-delà de celle de la paix, des territoires, des frontières et des populations car elle en est le fil rouge, le fil conducteur.

Les évolutions politico-sociologiques récentes, mais aussi prévisibles au sein de cette région ne sont pas pour rassurer quant à sa stabilité à court et moyen terme si un changement d'approche entre les Etats concernés n'est pas entamé rapidement.

L'état des lieux

La mer Morte est pour ainsi dire un gigantesque lac d'eau salée du Proche-Orient partagé entre la Jordanie, la Palestine et Israël (1). D'une surface approximative de 810 km², elle est alimentée depuis des temps immémoriaux par le Jourdain. Cependant, depuis l'exploitation intensive et le déroutement de ce principal affluent par la Jordanie, Israël et la Syrie, son cours s'est asséché au fil du temps.

Ce sont les besoins en eau potable et la nécessité de l'irrigation pour l'agriculture à partir de 1948, puis l'occupation du Golan et des sources de ce fleuve en 1967, davantage que des raisons de changement climatique ou de sécheresses persistantes, qui expliquent que son niveau n'a cessé de baisser dangereusement. L'exploitation industrielle des sels potasses et

minéraux n'ont fait qu'accroître ce gaspillage en eau.

Ainsi, entre 1932 et 1978, elle a perdu près de 10 km³ d'eau et 365 km² de surface. À partir de 1978, la perte de volume a plus que doublé annuellement, son volume total est tombé à moins de 150 km³. À ce rythme, elle aura encore baissé de presque 8 mètres en 2020, perdant 48 km² de surface et 5,6 km³.

Inégalité de la perte en eau et menace écologique autant que touristique

Disposant du point le plus bas du globe avec 417 mètres sous le niveau de la mer, la mer Morte est divisée en deux bassins ; celui du nord et celui du sud, se situant à des niveaux d'élévation différents, indépendants, à plusieurs kilomètres de distance **(2)**.

Le bassin sud, qui menace aujourd'hui de déborder, était presque asséché avant l'intervention des entreprises chimiques. Dans les années 60, l'entreprise israélienne Dead Sea Works a creusé un canal de 16 kilomètres pour pomper l'eau salée du bassin nord afin d'irriguer le bassin sud, le transformant en réseau de piscines d'évaporation destinées à extraire les millions de tonnes de sels et de minéraux présents naturellement, lesquels seront exportés à travers le monde comme engrais, cosmétiques ou au profit de l'industrie électronique de pointe. Elle fut suivie par la société jordanienne Arabe Potash - potasse arabe.

L'élévation observée du niveau d'eau de 20 cm par an dans le bassin sud, due à l'industrialisation intensive et lucrative des deux côtés de la frontière ne pourra pas pallier l'assèchement du bassin nord. Le niveau de ce dernier baisse inéluctablement de 1,2 mètre par an et révèle progressivement un paysage lunaire en lieu et place des plages.

Si les entreprises présentes sur la mer Morte rappellent que sans elles, les hôtels n'auraient plus d'eau, les menaces de débordement au sud, avec les risques d'engloutissement d'infrastructures touristiques est bien réel. Selon plusieurs études, sans une modification de son exploitation, « *dans cinq à dix ans, l'eau pourrait envahir le hall des hôtels installés sur ses rives* ».

Que ce soit du côté israélien ou jordanien (où la pente des rives est plus avantageuses) ses boues, riches en minéraux, sont en effet réputées pour leurs vertus curatives. Cette région représente l'une des plus visitées de Jordanie, parfois qualifiée de « plus grand SPA naturel du monde ». En effet, c'est là que se trouvent aujourd'hui les complexes hôteliers jordaniens, d'où les touristes partent expérimenter la flottaison complète de leur corps en raison de la forte teneur en sel.

Solutions possibles et leurs dangers

Pour sauver la mer Morte de la déperdition, il existe deux projets **(3)** : **l'écoulement de l'eau de mer de la Méditerranée** ou le **creusement d'un canal entre la mer Rouge** et la mer Morte. Le premier, dont la version originelle remonte à 1855 a été abandonné vers la fin des années 1980 avec les prémisses des négociations d'Oslo et l'éventualité du transfert du territoire palestinien à l'Autorité palestinienne.

Le deuxième projet, pharaonique, imaginé au niveau international pour renflouer le bassin est la construction d'un canal (canal de Bahrain ou canal de la Paix) de 180 kilomètres de long sur 5 mètres de large, sur un dénivelé de 420 mètres. Vieux d'une dizaine d'années et ayant reçu l'aval de la Banque mondiale, il reviendrait à environ 20 milliards de dollars.

Il présente l'avantage de tirer partie du différentiel d'altitude entre la mer Rouge et la mer Morte pour éviter à cette dernière de se tarir au cours des 50 prochaines années, mais également de fabriquer de l'électricité (plusieurs centaines de mégawatts). Ce courant servirait notamment à faire fonctionner une station de désalinisation, permettant de produire 800 millions de mètres cubes par an d'eau potable aux riverains de Jordanie, d'Israël et de Cisjordanie **(4)**.

Ainsi, il aiderait notamment la Jordanie, utilisant déjà au maximum ses eaux de surface et nappes phréatiques (à Amman, par exemple, l'eau est puisée à plus de 1 200 mètres de profondeur), à faire face à son problème de pénurie d'eau (ce royaume ne disposant plus que de 179 m³ d'eau douce disponible par habitant et par an - Israël : 276 m³).

Enfin, ce projet jouerait un rôle important dans l'exploitation possible d'une centrale nucléaire et sur le site de l'eau fossile de l'aquifère du site Disi (Diseh) à environ 300 km d'Amman **(5)**.

Cependant, si de nombreuses interrogations pèsent sur la faisabilité technique de ce projet, il pourrait selon des experts avoir des répercussions fâcheuses sur la composition de la mer Morte. L'apport de phosphates et de nutriments provenant de la mer Rouge risque en effet d'entraîner une prolifération d'algues vertes, dont on ne mesure pas

exactement ni l'ampleur ni la durée, selon la présidente de l'ONG les Amis de la terre, très active sur ce dossier.

La mer Morte, environnement touristique unique, dix fois plus salée que de l'eau de mer classique, peut donc être menacée par ce bouleversement écologique.

Mais surtout, elle présente un autre réel danger : sa voie fluviale sera située sur une faille sismique.

Enfin et surtout, ce projet est de nature à raviver les dissensions arabo-israéliennes. Plusieurs responsables arabes assistant au dernier sommet de la Terre l'ont critiqué, pointant notamment le fait que celui-ci entraînera une forme de coopération israélo-arabe, ce qui est interdit par la Ligue Arabe.

Par ailleurs, l'Autorité palestinienne s'est opposée à ce projet en estimant qu'il impliquerait « un nouveau tracé des frontières entre Israël et la Jordanie, aux dépens des Palestiniens ».

Les risques de confrontation militaire en raison de la nature stratégique de l'eau

L'appropriation de ressources naturelles a de tout temps constitué un motif d'affrontement

entre des groupes ou des nations. Parmi ces ressources, l'eau est un des éléments le plus vital en termes de survie **(6)**. « *D'un point de vue politique, les crises de l'eau sont finalement le produit des inégalités, des différences et des conflits* » explique Jan Selby, professeur de relations internationales à l'Université du Sussex, dans son ouvrage *Water, power and politics in the Middle-East, the other israeli-palestinian conflict*.

D'ailleurs, comme le démontre Barah Mikail, chercheur à FRIDE/Madrid dans son ouvrage *L'eau source de menaces ?*, « *les motifs qui avaient présidés à l'incontournable Guerre des Six jours de juin 1967 passaient en grande partie par des rivalités tournant autour des eaux du Jourdain, dont le cours avait été détourné par les Israéliens, avant que les Syriens n'en modifient le cours d'un affluent par représailles.* »

Près de 70 % de l'eau consommée par Israël provient, de l'extérieur de ses frontières de 1948. Ceci constitue l'une des clés des négociations sur la paix et ce n'est pas l'ancien Premier ministre Ithzak Rabin assassiné en 1995, qui contredirait cette réalité : « *Si nous réglons tous les problèmes au Moyen-Orient, mais pas celui du partage de l'eau, notre région explosera* » (Frédéric Lasserre et Luc Descroix, *Eaux et territoires, tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*, L'Harmattan, 2005). Dans le même

temps, Rabin disait « *Sans un accord sur l'eau, il n'y aura pas d'accord (...) car pour le peuple israélien, l'eau est plus importante que la paix* ».

De nos jours, sous l'effet de l'explosion démographique et du réchauffement climatique, l'eau est devenue l'objet de toutes les convoitises, plus particulièrement au Moyen-Orient.

A cette réalité se rajoute un changement de la situation politique dans cette partie du monde. L'Egypte n'est plus l'allié neutre d'Israël depuis l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans. La Syrie risque de basculer pour l'Etat hébreux du statut d'ennemi bien identifié et constant à celui d'adversaire beaucoup plus imprévisible et fanatisé. Quant à la Jordanie et au Liban, leur stabilité, en raison de fortes minorités et des changements intérieurs probables, peut être mise à caution dans un proche avenir.

Par ailleurs, une progression sensible de l'islamisme et un possible désengagement partiel des Etats-Unis dans cette zone, risquent également de jouer sur la stabilité future de l'Etat hébreux.

Dans ce contexte, dans l'aride Proche-Orient, les rapports entre les pays qui possèdent les ressources en eau douce, ceux qui en ont le contrôle et qui veulent absolument pour des raisons de survie le garder et ceux qui subissent vont se complexifier et fortement se tendre.

Quelque que soit la solution envisagée ou l'absence de solution pour résoudre le problème de la mer Morte, de nombreux risques environnementaux et économiques sont malheureusement escomptés dans la région.

Cette problématique autour de la mer Morte s'inscrit bien dans la tendance générale de la période que nous vivons. La lutte pour l'eau est devenue une réalité et un thème majeur de la

politique internationale actuelle. De nombreux chercheurs ont d'ailleurs nommé ce siècle « le siècle de l'eau ».

Dans la sous-région englobant les pays riverains et proches de la mer Morte, une crispation sur des intérêts individuels et une radicalisation dans le domaine politique pourrait même engendrer un nouveau conflit : une guerre de l'eau.

Puisse ce projet de sauvetage de la mer Morte (en suscitant autour de l'aspect écologique une coopération inédite entre Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne, dépassant largement le cadre du projet de canal mer Rouge-mer Morte) entraîner les trois pays limitrophes dans une mobilisation des énergies et des bonnes volontés pour résoudre ce problème environnemental. Cette coopération serait susceptible non seulement d'aplanir les différents relatifs au partage des eaux et aux besoins criants en eau potable, mais également de faciliter une coexistence pacifique entre Israël et ses voisins, pour, dans un

deuxième temps, permettre l'abaissement des tensions générales de nature politique dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Une gestion plus collective, égalitaire et responsable pourrait ouvrir la voie à l'amélioration d'une vision politique moins crispée, moins dogmatique et moins égocentrique, et plus constructive sur l'ensemble de la zone.

Et si le sauvetage de la mer Morte se transformait en catalyseur, si, au nom d'un intérêt supérieur, elle allait constituer le premier pas vers la résolution du conflit israélo-arabe ?

Lieutenant-colonel Al-Farajat (Jordanie)

Officier de Mutah Université, des troupes des Operations Spéciales, sert principalement au COS en Jordanie comme chef du bureau d'entraînement. Stagiaire de la 20e promotion de l'Ecole de Guerre, il suit également en 2012-2013 un Mastère 2 recherche spécialisée en sciences historiques. S'exprime ici à titre personnel.

(1) L'étude, *The Dead Sea desiccation and the proposed canal (red-dead sea)*, par Habib Ibrahim, Jihad Kilani, 2007, p. 297.

(2) Le journal *Addustour* (Jordanien), le 24 Septembre 2009

(3) Le journal *Alrai* (Jordanien) ,19 avril 2012

(4) La revue *L'Arabie*, N° 514, 1^{er} septembre 2001.

(5) *Le nucléaire civil d'un minimum de 900 MW, constitue la réponse au dessalement de 800*

Mer Morte : Si « l'hydro diplomatie » prenait le relais de la guerre de l'eau ?, par le lieutenant-colonel jordanien Al-Farajat

million de m³/an, afin de permettre à la Jordanie (dépendante à 96 % en approvisionnement extérieurs) de résoudre la spirale infernale de la facture énergétique.

(6) L'article, « Sauver la mer Morte : Un Enjeu pour la paix au Proche-Orient ? », Sébastien Boussois chercheur sur le Moyen-Orient, juin 2011, p. 2.